



**RÉGION ACADÉMIQUE
MARTINIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse

RECTORAT DE MARTINIQUE

Service du pilotage immobilier (SPI)

Pôle Technologique de Kerlys - 5 rue Saint Christophe

97200 Fort-de-France

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
C.C.T.P**

Procédure de passation :

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-8 (modifié par le décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 + arrêté du 26 juillet 2021, JO du 30 juillet 2021) du code de la commande publique (CCP)

MAPA

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**DESAMIANPAGE DU BATIMENT 6 DE L'INSTITUT NATIONAL DU
PROFESSORAT ET DE L'EDUCATION (INSPE) ROUTE DU PHARE, 97200
FORT-DE-FRANCE**

Numéro de consultation : **RECT_MART-SPI-DESAM-BAT6-SEPT25**

Procédure de passation : **Procédure adaptée > 90 k EUR HT**

CCTP RECT_MART-SPI-DESAM-BAT6-SEPT25

Sommaire

1.	Dispositions générales	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Intervenants	4
1.3	Présentation du site et des travaux	5
1.3.1	Localisation et identification du site	5
1.3.2	Caractéristiques du bâtiment et autres espaces concernés par les travaux	6
1.4	Cadre du marché	6
1.4.1	Visite et connaissance des lieux	6
1.4.2	Consistance du CCTP	7
1.4.3	Documentation disponible	8
1.4.4	Qualification - certification requises	8
1.4.5	Décomposition du marché et étendue des travaux	9
1.4.6	Délais d'intervention et d'exécution	9
1.4.7	Contenu des prix	9
1.4.8	Obligations contractuelles	11
1.4.9	Obligations de résultats	11
1.4.10	Réserves mises en évidence de nouveaux matériaux amiantés	12
1.5	Cadre des travaux	12
1.5.1	Constat d'huissier	12
1.5.2	Horaires de chantier	12
1.5.3	Direction du chantier	12
1.5.4	Insertion professionnelle	12
1.5.5	Utilisation de gros engins	12
1.5.6	Echafaudage et nacelle	12
1.5.7	Matériels sonores	13
1.5.8	Mise en œuvre de sources de chaleur	13
1.5.9	Suivi et état d'avancement	13
1.5.10	Points d'arrêt et réception des travaux	14
1.5.11	Hygiène, sécurité, environnement	15
1.5.12	Protections et signalisations	15
1.5.13	Propreté du domaine public	15
1.5.14	Dommmages, réparations et responsabilité	15
1.5.15	Découvertes archéologiques ou pyrotechniques	16
1.5.16	Tri, transport et élimination des déchets	16
1.5.17	Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Evacuation des Déchets (SOSED)	17
1.5.18	Dossier de récolement	17
2.	Dispositions techniques	18
2.1	Etendue des prestations	18
2.2	Travaux préparatoires	19
2.2.1	Information des organismes officiels	19
2.2.2	Autorisations	19
2.2.3	Panneaux de chantier	19
2.2.4	Protections, clôtures et accès	19
2.2.5	Eclairage	20
2.2.6	Gardiennage	20
2.3	Installation de chantier	20
2.4	Circulation du chantier	21
2.5	Curage du bâtiment	21

2.5.1 Enlèvement en sous-section 4 des produits, équipements, matériaux et déchets	21
2.6 Travaux de désamiantage	21
2.6.1 Travaux préliminaires	21
2.6.1.1 Réseaux d'alimentation électrique	21
2.6.1.2 Réseaux d'alimentation et de rejet (air/eau)	22
2.6.1.3 Eclairage, chauffage	22
2.6.1.4 Consignation au droit des zones de travaux	22
2.6.2 Généralités	23
2.6.3 Consistance des travaux	23
2.6.4 Textes réglementaires et normes	25
2.6.5 Plan de retrait amiante	27
2.6.6 Analyses et contrôles	29
2.6.6.1 Mesures à la charge du titulaire	29
2.6.7 Balisage	31
2.6.8 Equipements de protection individuelle (EPI)	31
2.6.9 Equipements de protection collective (EPC)	31
2.6.9.1 Calfeutrement	31
2.6.9.2 Enceinte, confinement statique	31
2.6.9.3 Mise en dépression - confinement dynamique	32
2.6.9.4 Accès	32
2.6.10 Gestion des déchets amiantés	33
2.6.11 Fin de désamiantage	33

1. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

La présente consultation concerne les travaux désamiantage du bâtiment 6 (constitué d'un vide sanitaire et d'un R+4) du site de l'INSPE

L'objectif général des travaux est de désamianter de façon exhaustive le bâtiment, l'avenir du bâtiment (réhabilitation/déconstruction) n'est pas encore connu à ce stade

1.2 Intervenants

Les intervenants sur le projet sont les suivants

Fonction	Coordonnées société	Responsable
Maître d'Ouvrage	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE LA MARTINIQUE Les Hauts de Terreville 97279 Schoelcher Cedex	Nathalie Mons, Rectrice de l'académie de Martinique
Maître d'œuvre	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE LA MARTINIQUE Service du Pilotage Immobilier Site de KERLYS 5 rue saint Christophe 97200 Fort de France	Anthony RIBOT Service du Pilotage Immobilier Chargé d'opérations immobilières
Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé	Socotec Antilles Guyane 78 Route de Bois rouge, 97224 DUCOS Mail : martinique@socotec.com Tel : 05 96 42 78 02	Christine THOUOT Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Tel : 06 96 89 00 14 Christine.thouot@socotec.com

1.3 Présentation du site et des travaux

1.3.1 Localisation et identification du site

Le site de l'INSPE est situé route du phare, Fort-de-France

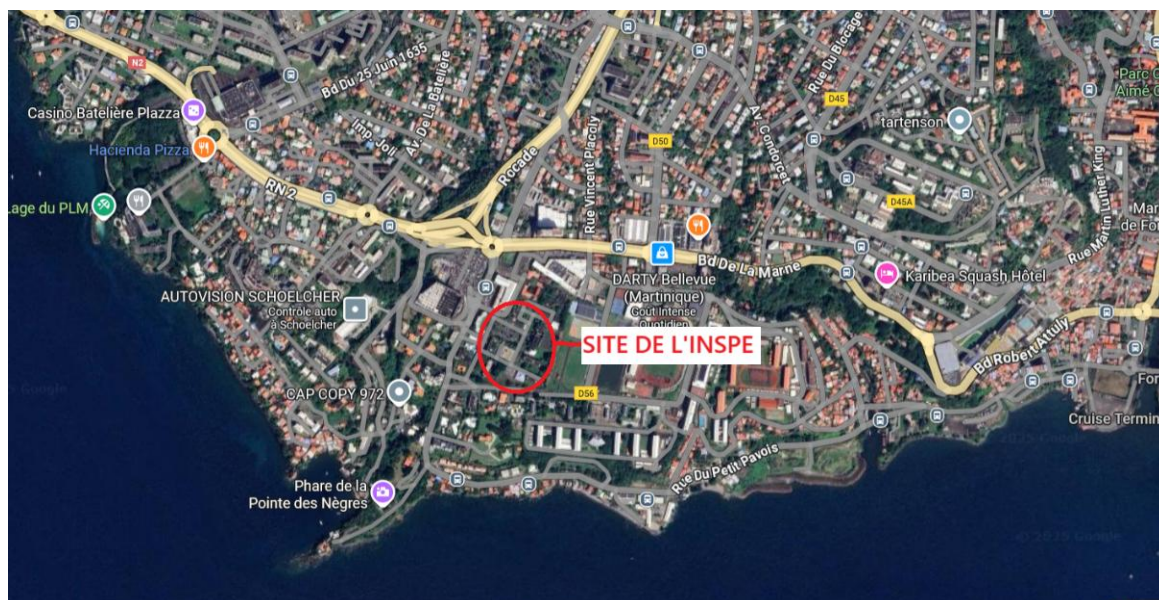


Figure 2 : Emplacement du bâtiment sur le site de l'INSPE.

1.3.2 Caractéristiques du bâtiment et autres espaces concernés par les travaux

Le bâtiment concerné est le bâtiment 6, constitué d'un vide technique et d'un R+4, sur le site de l'INSPE, 1^{er} bâtiment situé à droite en entrant sur le site.

Un repérage amiante avant travaux a été réalisé et a identifié des matériaux et produits contenant de l'amiante.



1.4 Cadre du marché

1.4.1 Visite et connaissance des lieux

Les modalités de visite sont précisées dans le règlement de la consultation. La visite des lieux est obligatoire. A la suite de cette visite, l'entreprise ne pourra arguer en aucune façon que le bâtiment, infrastructures ou équipements lui ont été occultés.

Lors de la période de consultation, les éventuelles questions des entreprises seront formulées par écrit au Maître d'ouvrage, via le portail PLACE.

Les réponses seront adressées par écrit à l'ensemble des candidats, via le portail PLACE.

L'entreprise est réputée, avant remise de son offre :

- avoir pris connaissance complète et entière des lieux, de leur disposition, leur possibilité d'accès et de leurs abords, la nature des matériaux et les problématiques relatives à l'amiante et aux travaux de désamiantage ainsi que des disponibilités en eau et en électricité, des servitudes dues à l'environnement, des problèmes de mitoyenneté, etc. ;
- avoir effectué toutes les enquêtes nécessaires, afin de se rendre compte des sujétions particulières à la nature de l'opération ;
- si elle le jugeait utile, avoir sollicité le Maître d'ouvrage pour tous renseignements utiles ;
- connaître toutes les contraintes liées au site et à son environnement pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des travaux à réaliser ;
- avoir tenu compte des éléments précités pour l'établissement de son offre.

L'entreprise ne pourra donc arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des

suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

En ce qui concerne les éléments non visibles ou pour lesquels le maître d'ouvrage ne disposerait pas de documentation, telles que les épaisseurs de dallage ou les caractéristiques des fondations, le caractère forfaitaire du marché (ou d'une partie du marché) ne pourra en aucun cas être remis en cause par l'entreprise. Par le fait de candidater au présent marché, l'entreprise est réputée être consciente des risques, notamment financiers, et s'engage à respecter le principe d'intangibilité des prix forfaitaires.

Si, au cours de l'exécution d'un ouvrage, l'Entreprise met en œuvre un procédé breveté, elle devra auparavant remettre au Maître d'Ouvrage une déclaration écrite par laquelle elle certifiera être régulièrement autorisée à employer le procédé en cause. La non observation de cette prescription engagera sa seule responsabilité.

D'une façon générale, tous procédés nouveaux proposés par l'entreprise, devront faire l'objet, avant leur mise en œuvre d'une demande d'approbation auprès du Maître d'œuvre, du Maître d'Ouvrage, du Coordinateur SPS et le cas échéant des organismes officiels tels que la médecine du travail, de la CGSS Martinique, la DEETS Martinique.

1.4.2 Consistance du CCTP

Dans le cadre des travaux de traitement de l'amiante, l'entreprise doit :

- l'installation du chantier avec l'amenée et le repli du matériel et des installations électriques provisoires ;
- si nécessaire les clôtures de chantier propres aux travaux de désamiantage ;
- les mesures de protection de mise en sécurité des travailleurs (échafaudage ou autre dispositifs) ;
- les raccordements électriques et la mise en place d'un réseau d'alimentation électrique de secours dit « normal secours » indépendant du réseau principal ;
- tous les raccordements, armoires (inverseur...), matériels et autres, nécessaires à la mise en place du groupe de secours et/ou d'un groupe d'alimentation électrique du chantier y compris toutes sujétions liées à son bon fonctionnement sont à la charge de l'entreprise ;
- les raccordements d'alimentation en l'eau et le rejet des eaux usées ;
- les travaux de sécurisation du site avec la mise en place des éléments de protection nécessaires à la réalisation des travaux (sécurisation des zones à risques de chutes de hauteur supérieure à 1.00 m : par exemple : trémie, cages d'escalier, etc..) ;
- la réalisation des confinements étanche à l'eau et à l'air ;
- le traitement de l'air – bilan aéraulique – tests fumée ;
- le curage en sous-section 4 des emprises concernées par le désamiantage ;
- le traitement des matériaux ou produits contenant de l'amiante ;
- la réalisation de la métrologie – Stratégie d'échantillonnage ;
- le nettoyage fin de la zone ;
- le déconfinement et le repli des installations de chaque zone ;
- la remise en état des éventuelles dégradations ;
- la gestion des déchets ;
- le nettoyage du chantier et repli des installations ;
- la fourniture du rapport du dossier de récolement.

Il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier la remise en cause des travaux et leur parfait achèvement, étant entendu que l'entreprise s'est rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, si elle constatait une quelconque omission ou imprécision, l'entreprise devra immédiatement le signaler par écrit au Maître d'ouvrage, pour obtenir les renseignements complémentaires avant remise de son offre.

Seront considérés comme parfaitement connus du titulaire :

- le site et ses sujétions propres ;
- la nature des matériaux et les problématiques relatives à l'amiante et aux travaux de désamiantage ;
- les modalités d'accès et de circulation;
- les possibilités et difficultés de circulation et de stationnement aux abords du site ;
- les disponibilités en eau et électricité ;
- les données structurelles du site ;
- et son état sanitaire.

En aucun cas, il ne pourra se prévaloir d'insuffisance ou omission pour demander une quelconque indemnité.

Par le fait de soumissionner, l'entrepreneur contracte l'obligation de réaliser l'intégralité des travaux nécessaires pour le complet et parfait achèvement de ces prestations conformément aux règles de l'art, quand bien même il ne serait pas fait mention explicitement de certaines d'entre elles dans le cahier des charges. Les éventuelles études structures sont à ce titre réputées incluses dans l'offre du titulaire.

L'entrepreneur se doit d'envisager la solution qui permette le parfait achèvement des prestations dont il a la charge. Il ne peut réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que les stipulations mentionnées dans le cahier des charges soient inexactes, incomplètes ou contradictoires.

Il est par ailleurs rappelé à l'entreprise que toutes les dispositions du CCTP prévalent sur les propositions formulées par l'entreprise dans sa proposition technique et commerciale et ses éventuelles annexes. L'entreprise n'est à ce titre, par exemple, pas autorisée à modifier les modalités de remise en état du site prévues au CCTP.

1.4.3 Documentation disponible

Le Maître d'Ouvrage met à disposition des candidats :

- le rapport du repérage amiante avant travaux en annexe 1 ;
- les plans du bâtiment concerné en annexe 2 ;

1.4.4 Qualification - certification requises

Pour ces travaux, l'entreprise est tenue de posséder :

QUALIBAT 1552 « Traitement de l'amiante » ou certification AFNOR / GLOBAL équivalente relative au retrait de produits amiantés.

En cas de retrait provisoire de cette qualification le titulaire est uniquement autorisé à achever les travaux de retrait (comprenant les opérations de nettoyage, évacuation des déchets, etc.) en cours et se voit obligée de sous-traiter la réalisation des prestations restantes à une autre société qualifiée sans aucune possibilité d'allongement de délai de chantier ou de contrepartie financière. L'entreprise sera tenue de transmettre la liste nominative des personnels et de leur niveau de qualification au Maître d'œuvre, permettant de vérifier la conformité des moyens humains mis en œuvre par l'entreprise.

L'entreprise sera tenue de pouvoir justifier des qualifications annoncées pour ses employés en produisant à la demande les diplômes attestant des niveaux de qualification.

L'entreprise est tenue de posséder les habilitations, en cours de validité, nécessaires à la réalisation des différents travaux prévus, une copie de ces habilitations est à joindre au dossier de candidature.

Pour exécuter des travaux à risques tels qu'ils seront définis dans son plan de retrait, l'entreprise ne pourra pas faire intervenir des employés intérimaires ou en Contrat à Durée Déterminée ou n'ayant pas 18 ans révolus, conformément aux articles D 4153-28 et D 4153-1 du Code du Travail.

1.4.5 Décomposition du marché et étendue des travaux

curage des éléments non structurants en sous-section 4, y compris nettoyage des déchets et stockage sur le site en fonction de la nature des déchets et désamiantage.

Sauf mention contraire, tous les ouvrages extérieurs liaisonnés aux bâtiments sont à désamianter (jardinières, etc..).

Le titulaire étant soumis aux Règles de l'Art, il doit, outre les ouvrages énumérés au présent descriptif, tous les menus travaux de sa profession ainsi que les fournitures nécessaires à leur parfait et complet achèvement.

Les travaux à réaliser dans le cadre du présent marché comprennent notamment :

- Les enquêtes nécessaires à la connaissance des réseaux existants et à leur isolement et / ou protection ;
- La protection des abords et ouvrages publics et privés conservés ;
- Les travaux de désamiantage, y compris rédaction d'un plan de retrait amiante et la réalisation des mesures d'empoussièrement ;
- La fourniture du dossier de récolement des ouvrages.

1.4.6 Délais d'intervention et d'exécution

Le délai d'exécution est de 9 mois, période de préparation comprise

Quels que soient les remarques et/ou compléments apportés, l'entreprise restera seule responsable de la conformité de son plan de retrait vis-à-vis de la réglementation et/ou des normes en vigueur.

En cas de retard dans la remise de documents ou dans l'exécution des travaux, des pénalités pourront être appliquées (voir CCAP).

L'entreprise fournira dans son offre un planning prévisionnel tenant compte de ces éléments.

Il est demandé au titulaire de s'engager en complément, dans le cadre de sa réponse sur les délais d'exécution du chantier et notamment sur les délais suivants :

- transmission à la notification du marché de la DICT ;
- transmission sous 1 mois calendaire du Plan de Retrait Amiante après démarrage de la période de préparation ;
- transmission sous 1 mois calendaire du Dossier d'Exécution des Ouvrages Provisoires relatifs à l'ouvrage de type échafaudages ou similaires permettant de réaliser le confinement du bâtiment :
 - hypothèse de calculs ;
 - descente de charge selon les règles locales de dimensionnement ;
 - note de calculs ;
 - plans d'exécution.
- Transmission sous 1 mois calendaire des documents suivants :
 - PPSPS ;
 - le mode opératoire pour les interventions à proximité des matériaux amiantés et susceptibles de libérer des fibres d'amiante (exemple : curage avant désamiantage, etc.),
 - le calendrier détaillé d'exécution ;
 - le bilan de puissance de l'installation électrique provisoire de chantier.

1.4.7 Contenu des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire pour toute la durée du marché et rémunèrent en tenant compte de toutes les sujétions les prestations décrites par le présent CCTP.

Les coûts liés aux préconisations délivrées par le PGCSPPS et de ses évolutions ultérieures doit être comprises dans les prix du marché.

La décomposition du Prix Global et Forfaitaire est à renseigner par l'entreprise.

Les prix indiqués dans la DPGF de l'entreprise sont des prix globaux et forfaitaires : aucune offre complémentaire de l'entreprise à la vue des quantités réellement exécutées en fin de chantier ne

pourra être acceptée par le Maître d'œuvre.

Les modalités de paiement et les pénalités de retard sont décrites dans le CCAP (cahier des clauses administratives particulières) du marché.

Ce prix comprendra notamment :

- Des prestations telles que décrites dans le présent CCTP ;
- Conformément au C.C.A.G – Travaux et présent CCTP, l'entrepreneur doit prendre sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.
- la réalisation, l'entretien et le repliement des installations électriques provisoires du chantier nécessaires et suffisantes permettant de réaliser les travaux dans le délais contractuel du marché. Le titulaire est informé que la puissance EDF du réseau du bâtiment est de 110KVA, si la puissance n'est pas suffisante pour réaliser les travaux dans les conditions du marché, l'entreprise titulaire prend à sa charge la fourniture, les frais liés au fonctionnement, l'entretien, la maintenance et le repli d'un groupe électrogène insonorisé et capoté d'une puissance nécessaire et suffisante permettant de respecter le délai des travaux. Le titulaire prend à sa charge également la fourniture puis la mise en œuvre des armoires électriques de chantier y compris toutes sujétions de raccordements aux différentes armoires et au groupe électrogène et de secours (coffret général, coffrets secondaires, câbleries, mats, etc...). Cette installation doit être correctement dimensionnée pour pouvoir faire fonctionner en parallèle les installations de base vie et tous les matériels nécessaires aux travaux de désamiantage. L'installation électrique de chantier doit être vérifiée par un organisme de contrôle qui fournit un PV de conformité ;
- la mise en œuvre, l'entretien, les frais de fonctionnement et de replis de l'installation de chantier,
- les frais de gardiennage spécifiés dans le présent CCTP,
- la remise en état de tous les matériels et matériaux et ouvrages en cas de dégradations,
- les frais liés à la mise en œuvre, au fonctionnement, à l'entretien, à la maintenance et au repliement d'un groupe électrogène de secours et raccordé à l'installation électrique provisoire de chantier y compris toutes sujétions de raccordements (inverseurs, etc..) ;
- tous les frais selon les besoins et l'effectif du chantier, l'adduction d'eau du chantier par branchement provisoire à demander au concessionnaire, y compris les frais de raccordement, de consommation et repli après chantier y compris toutes sujétions ;
- les installations de chantier,
- la réalisation des phases test permettant de définir le taux de fibre dans l'air et mesures libératoires finales y compris mesures de fin chantier ;
- tous les travaux annexes nécessaires à la réalisation des travaux de désamiantage, en particulier la dépose d'éléments gênant l'intervention ;
- la fourniture, le transport à pied d'œuvre, la mise en place et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des travaux projetés ;
- l'amenée, l'établissement, le réglage, le repliement et l'enlèvement de tous les matériels, appareils, engins, échafaudages et bardages nécessaires à la réalisation des travaux ;
- les frais de location, d'entretien, de réparation, d'assurance de ce matériel ;
- les dépenses de matières consommables ;
- les équipements de chantier exigés par les travaux, y compris les engins spéciaux ou étalements éventuels nécessaires au cheminement et à la mise en place des matériels lourds et leur repli ;
- la main d'œuvre, les matières et appareils nécessaires à la réalisation des contrôles ou des essais rendus nécessaires du fait des travaux ;
- la mise en sécurité du site avec la sécurisation des zones à risques telles que les trémies ouvertes, les garde-corps absents ou défectueux, etc ;

- le traitement des déchets amiantés par nature et par pollution ;
- tous les frais supplémentaires liés à une mesure libératoire non satisfaisante seront supportés par l'Entreprise ;
- le repliement de toutes les installations réalisées y compris la remise en état du site,
- la fourniture du dossier de récolement.

1.4.8 Obligations contractuelles

Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels applicables le premier jour du mois de la signature de l'acte d'engagement de l'entreprise. Ceci est valable pour tous les travaux réalisés dans le cadre de l'opération, qu'ils soient détaillés ou non dans le présent document.

Seront documents contractuels pour l'exécution de l'ensemble du présent marché, tous les documents énumérés ci-après (liste non exhaustive) :

- le Code du Travail, le Code de la Santé Publique et le Code de la Route ;
- les réglementations locales concernant les démolitions, ou, à défaut, les instructions des Services publics concernés ;
- les documents de l'OPPBT, et en particulier le document n° 253 B 90 "Elévation du Personnel" et la prescription n° D 801 CDU 69 059 6 de l'OPPBT ;
- la réglementation en vigueur concernant les véhicules de transport, les matériels de manutention, les engins de chantier, les engins de levage, les travaux en hauteur et notamment :
- la directive 2000/14/CE du Parlement européen et du Conseil, du 8 mai 2000, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments ;
- le décret n°2004-924 du 1^{er} septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur ;
- l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;
- les CCTG (Cahier des Clauses Techniques Générales) et d'une façon générale les règles et recommandations professionnelles ;
- toutes les normes françaises et européennes, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales ;
- les publications UTE, guides techniques de la distribution et recommandations des concessionnaires (eau, énergie et télécommunications) ;
- tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages ;
- la réglementation sur les déchets, notamment la directive Cadre Européenne sur les déchets de novembre 2008 au travers de l'ordonnance n°2010-1579 du 17/12/2010 ;
- concernant la gestion des matériaux contenant de l'amiante ou du plomb, l'ensemble de la réglementation applicable.

1.4.9 Obligations de résultats

L'entrepreneur assure, sous sa responsabilité pleine et entière, la protection et la bonne tenue des immeubles voisins et des espaces publics et doit être titulaire d'une assurance responsabilité civile couvrant les risques aux existants pendant toute la durée du chantier et garantissant le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre contre tous recours des voisins.

Par ailleurs, l'entrepreneur doit réparer à ses frais toute dégradation de son fait causée aux ouvrages sur la voie publique ainsi qu'aux propriétés voisines et affectées par les travaux.

D'une manière générale, l'entrepreneur fournit toutes les assurances relatives aux types de travaux décrits ci-après.

1.4.10 Réserves mises en évidence de nouveaux matériaux amiantés

La rédaction d'un avenant au plan de retrait, CAP/BSDA, mise à jour de la stratégie, ... pour intégrer les éventuels nouveaux matériaux amiantés mis à jour dans le cadre des investigations complémentaires est à prévoir par le titulaire et les frais de mise à jour supportés.

Les investigations complémentaires et éventuels travaux supplémentaires en découlant doivent faire l'objet d'un devis détaillé.

En cas d'acceptation de ce devis par le maître d'ouvrage, un avenant au présent marché sera établi.

1.5 Cadre des travaux

1.5.1 Constat d'huissier

Sans objet.

1.5.2 Horaires de chantier

Les travaux pourront avoir lieu entre 06h00 et 18h00.

1.5.3 Direction du chantier

Sont exigés :

- la présence permanente sur site d'un chef de chantier (y compris lors des différentes périodes de congés du personnel - gestion des congés à intégrer par l'entreprise), pouvant être contacté en permanence par liaison téléphonique en temps normal et a fortiori en cas d'urgence ;
- le suivi du chantier par un conducteur de travaux, pouvant être joint dans les 24 heures ;
- leur remplacement en cas d'absence par des responsables de qualification au moins égale.

1.5.4 Insertion professionnelle

Sans objet.

1.5.5 Utilisation de gros engins

L'attention de l'entreprise est attirée sur les risques que pourrait éventuellement présenter l'utilisation de gros engins pour l'exécution des travaux.

En tout état de cause, il est ici formellement spécifié que l'utilisation de tels engins ne devra en aucun cas entraîner par suite des manœuvres et des vibrations, des désordres, si minimes soient-ils, aux constructions existantes des parcelles voisines ou aux constructions du site devant être conservées.

1.5.6 Echafaudage et nacelle

Une formation adéquate doit être dispensée à tout utilisateur conduisant ou manœuvrant des appareils de levage (article R. 4323-55 du Code du travail).

Les préconisations du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé devront être respectées.

Le conducteur de plateformes élévatrices mobiles de personnes (PEMP) doit être titulaire d'une autorisation de conduite. Cette autorisation est délivrée par l'employeur suite à une formation adaptée et sur la base des éléments suivants :

- un examen d'aptitude délivré par le médecin du travail,
- un contrôle des connaissances et des savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité,
- la connaissance des lieux et des instructions à respecter sur ou les sites d'utilisation.

Les plates-formes élévatrices doivent faire l'objet de vérifications et examens définis réglementairement.

La périodicité de vérification est semestrielle (cadre général d'application de l'arrêté du 1^{er} mars 2004).

En ce qui concerne les échafaudages, outre les tests périodiques obligatoires, la loi prévoit la réalisation d'examens avant la mise ou la remise en service. Ces vérifications doivent être réalisées par des personnes compétentes (des personnes qualifiées appartenant à l'entreprise ou à un organisme technique extérieur). Le nom et la qualité de l'intervenant seront spécifiés par l'entrepreneur. Lors de la phase de montage de l'échafaudage, un panneau interdit l'accès à l'échafaudage. Le montage d'échafaudage donne lieu à un procès-verbal de réception et un panneau d'identification indique les autorisations d'accès à l'échafaudage, après réception.

1.5.7 Matériels sonores

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur (Code de la Santé Publique modifié notamment par le Décret n° 2006-1099 du 31 août 2006).

A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux, seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable pour le voisinage, il pourra être demandé à l'entreprise de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions sont implicitement comprises dans les prix du marché initial.

1.5.8 Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution de travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur mobile (chalumeau, disqueuse, etc.) devra être précédée de la remise au Maître d'œuvre et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé d'une fiche de demande de permis feu indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer ;
- les coordonnées téléphoniques des responsables sur le chantier ;
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné. Les demandes de permis de feu seront ensuite adressées pour visa au maître d'ouvrage.

1.5.9 Suivi et état d'avancement

Dès le début de la période de préparation du chantier, une réunion de démarrage sera organisée par le Maître d'œuvre, en présence du représentant de la Maîtrise d'ouvrage, de l'entreprise et du Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé. Au cours de cette réunion, seront examinées toutes les conditions d'exécution : plans, planning, démarche qualité, organisation, hygiène et sécurité, etc.

Pendant toute la durée des travaux, aura lieu un rendez-vous de chantier hebdomadaire régulier (jour à convenir), qui fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Maître d'œuvre. L'entreprise, ou son représentant ayant la qualification minimale de conducteur de travaux, sera tenu d'assister à ces réunions de chantier. L'interlocuteur présent sur place devra être apte à engager l'entreprise sur les décisions réalisées lors des réunions.

Le Maître d'œuvre pourra cependant convoquer l'entreprise ou son représentant légal à la date de son choix entre deux rendez-vous de chantier normaux dans les cas où il l'estimerait nécessaire.

Les rendez-vous de chantier auront pour but de programmer les travaux de l'entreprise, de contrôler leur bonne exécution, de s'assurer des moyens techniques et humains mis en œuvre, de noter les défauts et retards constatés et de donner les directives pratiques non précisées dans le marché et que l'entreprise devra observer.

À chaque réunion, l'entreprise remettra au Maître d'ouvrage un état d'avancement des travaux accompagné d'un tableau de synthèse des mesures d'empoussièrisme, d'un tableau de synthèse

des évacuations de matériaux, ainsi que du programme détaillé des travaux prévus pour la semaine suivante.

L'entreprise devra réaliser un reportage photographique hebdomadaire (format JPEG) qui devra figurer dans son dossier de récolement.

Au cours de ces réunions, le planning mis à jour sera également remis par l'entreprise au Maître d'œuvre.

Un constat d'avancement sera dressé chaque semaine, qui sera pris en compte pour l'établissement des situations mensuelles de l'entreprise.

La date d'effet des directives ou des constats, notamment pour l'application des pénalités, est celle de la réunion de chantier et non celle de la réception des comptes rendus par l'entreprise.

Par ailleurs, **l'entreprise tiendra un registre de chantier contenant :**

- le déroulement des opérations avec **fiches quotidiennes** mentionnant les travaux réalisés, les quantités de déchets évacués, les visites, le personnel présent, les incidents/accidents, les intrusions, etc. ;
- les diagnostics communiqués par le donneur d'ordre ;
- les bordereaux de suivi de déchets ;
- les documents relatifs à l'amiante (BSDA, plan de retrait, certificats médicaux, diagnostic, etc.) ;
- les procès-verbaux de consignation ;
- les rapports de contrôle de conformité des installations ;
- les documents de prévention des risques ;
- les attestations de formation à jour des employés sur le chantier ;
- les fiches de données de sécurité des produits utilisés ;
- les notices d'utilisation des matériels ;
- le registre de vérification des installations et matériels.

1.5.10 Points d'arrêt et réception des travaux

Plusieurs points d'arrêts seront réalisés durant le chantier :

- après le curage intérieur en sous-section 4 des éléments non structurants fixés sur les composantes amiantées du bâtiment ;
- test fumé ;
- avant dépose du confinement après le résultat de la mesures d'empoussièrement de 1^{ère} restitution ;
- a la fin des travaux de désamiantage après le résultat de la mesures d'empoussièrement de fin de chantier.

Un point d'arrêt du chantier supplémentaire pourra être réalisé en cas de découverte de structure non prévue dans le présent CCTP. Les points d'arrêt du chantier ne seront levés qu'après accord du Maître d'ouvrage.

Une réunion finale sera tenue à l'issue des travaux pendant laquelle un bilan des opérations sera fait. Elle se déroulera en présence de l'entreprise, du Maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS.

La réception des travaux sera réalisée au plus tard une semaine après l'achèvement de la totalité du chantier, repli des engins, et remise en état des lieux.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée qu'à la condition que la remise en état soit faite sans réserve de la part du Maître d'ouvrage.

1.5.11 Hygiène, sécurité, environnement

Les obligations imposées par le coordinateur concernant la sécurité et la protection de la santé ne seront pas considérées comme de nature à modifier le montant du marché.

L'entreprise établira un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) en cohérence avec le PGCSPPS du CSPS.

Concernant les opérations de désamiantage, le PPSPS devra être distinct du plan de retrait amiante. Ce document inclura aussi l'analyse des risques et les procédures prévues.

En cas de non-respect des prescriptions Hygiène et Sécurité, le Maître d'ouvrage sur avis du Maître d'œuvre et/ou du coordonnateur SPS pourra faire arrêter le chantier, sans interruption du délai d'exécution.

L'entreprise mettra en œuvre les moyens nécessaires pour assurer le contrôle et la minimisation des nuisances (bruit, poussières, odeurs, etc.) et incidences du chantier sur l'environnement et la propreté du chantier et de ses abords, notamment lors du chargement des matériaux et du transport de ceux-ci.

Plus particulièrement, elle s'assurera des aspects suivants :

- limitation des nuisances olfactives, visuelles et sonores ;
- limitation des émissions de poussière.

1.5.12 Protections et signalisations

L'entreprise a la charge de la protection du chantier propre au désamiantage.

La mise en place de la signalisation au niveau des accès pour faire état des circulations des camions sera à la charge de l'entreprise.

1.5.13 Propreté du domaine public

Pendant toute la durée des travaux, les voiries, trottoirs, et autres ouvrages du domaine public, devront toujours être maintenues en bon état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entreprise sera seule responsable des conséquences.

1.5.14 Dommages, réparations et responsabilité

L'entreprise demeurera seule responsable des éventuels accidents, dégâts, dégradations, désordres occasionnés par le chantier ou à des tiers, mitoyennetés, voisinages, voiries, réseaux publics, etc.

En cas de dommage, elle devra procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage.

Pour les équipements, tout élément endommagé sera remplacé par du neuf. L'entreprise fera ainsi particulièrement attention aux trottoirs publics présents au pied des bâtiments à démolir et mettra en place tous les équipements nécessaires à leur protection.

L'entreprise sera également rendue responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection ou de signalisation.

En aucun cas, le maître de l'ouvrage ne pourra être tenu responsable des accidents ou dégradations liés au chantier et survenus à des tiers.

Dans le cas de tels événements, un réajustement du délai et une suspension provisoire des travaux, voire une résiliation du marché de travaux aux torts du titulaire pourra être prononcée et l'entreprise ne pourra exiger de compensation financière.

Pendant toute la durée des opérations, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier ainsi que des ouvrages. Elle est tenue de se garantir de tous les vols,

dégradations, avaries, pertes et destruction de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne lui sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité.

Si des vols, dégradations, avaries, pertes ou destructions se produisent durant les travaux, soit du fait des ouvriers, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient à l'entreprise de rechercher et de poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations. Aucune indemnité ne pourra être allouée à l'entreprise en compensation.

L'entreprise sera tenue de remettre en état, de réparer ou de remplacer à ses frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât. Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre demeureront étrangers à toute contestation ou répartition des dépenses. L'entreprise s'engage à respecter ce principe en répondant au présent marché.

Si les prestations viennent à être interrompues, pour quelque cause que ce soit, le prestataire devra protéger les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le maître d'ouvrage.

1.5.15 Découvertes archéologiques ou pyrotechniques

Sans objet.

1.5.16 Tri, transport et élimination des déchets

Conformément à l'article L. 541-24 du Code de l'Environnement, seuls les déchets ultimes seront envoyés en centre de stockage autorisé. Est réputé ultime, conformément à l'article L. 541-2-1 du Code de l'Environnement, tout déchet qui « n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. »

Sauf certains éléments particuliers que le Maître d'Ouvrage souhaiterait récupérer, l'entreprise aura la propriété des produits venant du curage.

Cette démarche vise donc préalablement à un tri sélectif pour ne maintenir en place que des matériaux inertes.

Les déchets seront triés suivant leur nature :

- Déchets dangereux ;
- Déchets non dangereux recyclables (bois, ferrailles, etc.) ;
- Déchets non dangereux non recyclables (DND anciennement DIB) ;
- Déchets inertes valorisables.

Pour assurer ce tri, le titulaire mettra à disposition de ses opérateurs des contenants adaptés (bennes, big-bags, etc.).

A l'exclusion des inertes, tous les déchets seront stockés en big-bag (ou autre contenant équivalent approprié).

L'entreposage au sol est interdit sauf accord écrit du Maître d'œuvre ou du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise procédera à la prise en charge, l'évacuation et l'élimination de l'ensemble des produits, déchets (déchets non dangereux/ déchets inertes / déchets valorisables/ déchets dangereux) et des matériels présents sur site en respect de la réglementation en vigueur et dans un souci de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs et des riverains. Il est demandé à l'entreprise de faire des propositions quant à la recherche de valorisation pour les déchets en optimisant les coûts.

Les objectifs de la déconstruction sélective sont :

- de se conformer à la réglementation et d'assurer la traçabilité des déchets ;
- d'optimiser les volumes par filière et ainsi de réduire les coûts ;
- de trouver la filière de traitement la plus performante sur les plans technique et économique ;
- de permettre la revalorisation de la plus grande partie des matériaux de déconstruction ;
- d'une manière générale de préserver l'environnement.

Le transport des déchets en dehors du site respectera la réglementation spécifique en la matière :

- obligation de déclaration préalable de son activité en préfecture ;
- pour les matériaux concernés, réglementation sur le transport des matières dangereuses (ADR) ;
- établissement de Bordereaux de Suivi des Déchets.

Les moyens qui seront mis en œuvre garantiront, d'une part, la traçabilité des matériaux éliminés et, d'autre part, le contrôle et la minimisation des nuisances sur l'environnement lors de la mise en dépôt des matériaux.

Les CAP (certificat d'acceptation préalable) devront être obtenus et communiqués au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre au début du chantier et dans tous les cas, avant l'envoi de tout déchet.

Tous les équipements promis au ferrailage devront faire l'objet d'un certificat de prise en charge/revalorisation par le prestataire.

L'évacuation et l'élimination des déchets seront menées selon les dispositions du Code de l'Environnement notamment concernant la récupération des matériaux. L'élimination des matériaux assimilés à des déchets devra être effectuée dans des installations autorisées.

Il convient de rappeler les principales dispositions à respecter concernant l'élimination et la récupération des déchets :

- organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume ;
- valoriser les déchets par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir à partir des déchets des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

Dans cette optique, en vue de limiter les distances de transport, les filières d'élimination des matériaux localisées dans le département ou dans ceux limitrophes devront être privilégiées.

L'évacuation des liquides (produits potentiellement présents sur le site) est à la charge de l'entreprise. En vue de limiter tout risque de transfert de pollution par voie aérienne et d'éviter ainsi les nuisances aux usagers et aux riverains, l'évacuation des matériaux sera réalisée à l'aide de camions citerne.

L'entreprise précisera dans son offre les centres de traitement agréés retenus. Ceux-ci seront en adéquation avec les caractéristiques physico-chimiques des déchets et les contraintes réglementaires imposées aux différentes filières.

L'entreprise mettra en œuvre les moyens nécessaires pour garantir la continuité des filières d'évacuation. Elle fournira les certificats d'acceptation préalable de ces matériaux délivrés par les différentes filières, garantissant l'acceptation des matériaux pour les qualités et les quantités de produits définies au préalable.

Les moyens qui seront mis en œuvre garantiront, d'une part, la traçabilité des matériaux éliminés, et d'autre part, le contrôle et la minimisation des nuisances sur l'environnement lors de la mise en dépôt des matériaux.

Au terme des travaux, l'entreprise remettra pour l'ensemble des déchets, les bordereaux de suivi de déchets (BSD), de traitement ou de recyclage dûment agréés.

L'entreprise est tenue de réaliser sa propre évaluation de la nature et du volume des matériaux constitutifs des constructions par toutes visites, tous relevés et toutes mesures nécessaires. Elle déterminera également par elle-même les filières locales de traitement des déchets.

1.5.17 Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Evacuation des Déchets (SOSED)

Sans objet.

1.5.18 Dossier de récolement

Après achèvement des travaux, l'entreprise s'engage à fournir au Maître d'oeuvre pour vérification le

dossier de recollement, en 2 exemplaires papier + 1 exemplaire sur clé USB, comprenant notamment :

- L'ensemble des résultats d'analyses des mesures libératoires et de restitution,
 - Le plan de retrait amiante et des avenants éventuels,
 - Les(s) plan(s) de recollement indiquant clairement les zones traitées,
 - Les certificats d'acceptation des déchets,
 - Les fiches de confinement,
 - Les fiches de suivi des analyses,
 - Les fiches de suivi du personnel,
 - Les fiches des extracteurs, d'entrées et de sorties des sas, de la station de filtration, etc ...
 - Les modes opératoires réellement utilisés,
- L'établissement et la remise du dossier de recollement au Maître d'œuvre conditionnent entre autres le règlement du Décompte Général Définitif (masques) et la réception.

2. Dispositions techniques

2.1 Etendue des prestations

Les opérations à réaliser dans le cadre des travaux de désamiantage sont à minima les suivantes :

- préparation du chantier (prises de contacts avec tous les organismes officiels et concessionnaires) ;
- obtention des autorisations administratives nécessaires, en particulier les permissions de voirie, les autorisations pour la valorisation ou l'élimination des matériaux en centre agréé ;
- établissement du plan de retrait et transmission pour instruction à la DEETS Martinique, la CGSS Martinique **après avis et recommandations du Maître d'ouvrage** ;
- gardiennage des emprises des travaux pendant l'intervention en dehors des heures d'ouverture du chantier ;
- repérage, marquage et protection des réseaux enterrés existants (réalisation des DICT, marquage du réseau avec compétence AIPR, maintien du marquage, mise en œuvre des moyens de protection, etc.) ;
- travaux préparatoires (information, autorisations, clôtures, protections, etc.) ;
- installation du chantier avec l'amenée et le repli du matériel ;
- marquage des matériaux avec risque amiante avant curage ;
- curage intérieur des bâtiments (avant désamiantage) ;
- préparation, retrait et élimination des matériaux amiantés et mesures d'empoussièrement ;
- mise en place de protections spécifiques vis-à-vis des avoisinants internes et externes ;
- tri sélectif, évacuation et élimination à l'avancement des déchets dangereux ;
- nettoyage régulier du site et de ses abords afin de les maintenir dans un bon état de propreté, notamment avant le week-end ;
- nettoyage final du chantier et repli des installations ;
- fourniture du dossier récolement.

2.2 Travaux préparatoires

2.2.1 Information des organismes officiels

L'entreprise devra prendre contact avec tous les organismes officiels (service sécurité, protection civile, services municipaux), ainsi que l'ensemble des concessionnaires afin de leur préciser les caractéristiques de l'intervention envisagée, les dispositions arrêtées relatives à la sécurité des biens et des personnes et à la conservation des ouvrages existants non inclus dans la déconstruction sélective.

L'entreprise prendra notamment contact et informera avant le début des travaux, les différents services de sécurité et de secours pouvant être amenés à intervenir en zone confinée.

2.2.2 Autorisations

L'entreprise est tenue d'obtenir, auprès des organismes ou sociétés concernées, tous les renseignements, autorisations et servitudes nécessaires à l'installation du chantier et à ses travaux.

En outre, l'entreprise devra faire son affaire personnelle de l'obtention de tous les accords et toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents nécessaires à la réalisation de ses travaux en fonction de la technique proposée dans son offre, de ses conséquences et implications, notamment de toutes les protections nécessaires.

L'entreprise a à sa charge le recensement exhaustif des réseaux via l'établissement de DICT notamment, les vérifications et les constats préalables contradictoires de l'état des voiries, regards et réseaux. Elle devra obtenir des concessionnaires de réseaux toutes les autorisations nécessaires.

Elle prendra contact en temps voulu avec les services concernés pour d'une part, s'assurer que toutes les dispositions ont été prises en ce qui concerne les consignations ou coupures des branchements eau, électricité et éventuellement gaz, téléphone ou autres ; et d'autre part, pour les démantèlements ou dévoiements éventuels de réseaux risquant de se trouver dans le champ de ses travaux.

L'entreprise devra le cas échéant, dès la localisation d'une canalisation ou d'un câblage non connu, avertir immédiatement le Maître d'œuvre et les services techniques compétents. Elle assurera la vidange et le dégazage éventuels des canalisations rencontrées.

L'entreprise assurera le marquage et le piquetage des réseaux en service et respectera les distances de sécurité propres à chacun d'entre eux (compétence AIPR exigée).

Le Maître d'Ouvrage n'a pas procédé aux investigations complémentaires pour les réseaux de classe de précision B ou C. Ainsi, l'entreprise prendra également à sa charge tous les frais d'investigations complémentaires des réseaux classés B ou C.

2.2.3 Panneaux de chantier

Achat, renseignement et mise en place du panneau de chantier à la charge du titulaire

2.2.4 Protections, clôtures et accès

L'entreprise aura à sa charge la mise en place des clôtures de chantier nécessaires au chantier de désamiantage (clôtures de type Héras ou similaire de 2,00 m de haut sur plots béton avec un portail d'accès au chantier de 4 m de large de type barrière Héras ou similaire avec roulettes et système de verrouillage [cadenas et chaîne]).

La clôture de chantier sera à compléter au fur-et-à-mesure de l'avancée des travaux : après retrait d'un élément faisant office de clôture dans l'état actuel (mur, bâtiment, haie), le linéaire de clôture de chantier correspondant devra être ajouté.

L'entreprise aura la charge du maintien en place et en état de ces grilles durant la durée du chantier.

Pendant le chantier, l'entreprise veillera à ne pas endommager les clôtures et portails existants et à assurer, en cas de dégradation du fait de son activité (ou de l'un de ses sous-traitants) le remplacement à l'identique des équipements détériorés, qu'il s'agisse de bardage métallique, de murs en pierre ou

autres.

Les accès au site devront pouvoir être fermés à clés en dehors des heures ouvrées sur le chantier. Sur toutes les clôtures, des panneaux de signalisation appropriés pour avertir des risques du chantier et des restrictions d'accès seront placés en nombre suffisant.

L'entreprise réalisera la signalisation routière et fournira tous les moyens humains et matériels (pose de feux tricolores, etc.) nécessaires à la bonne circulation des véhicules et des piétons aux abords du site.

L'entreprise aménagera également tous les passages et accès provisoires au chantier qui s'avéreraient nécessaires au cours du chantier, notamment si des travaux sont menés à proximité immédiate ou sur le domaine public. L'entreprise assurera la mise en place des protections nécessaire à la préservation des mitoyens qu'ils soient internes ou externes au site.

L'entreprise veillera à disposer de toutes les autorisations afin de mettre en place ces éléments et elle contactera les services compétents durant la phase de préparation. Les emprises hors site seront limitées au strict nécessaire, aussi bien en surface qu'en durée. Tous les frais afférents seront supportés par l'entreprise et inclus dans son offre y compris les éventuels frais d'occupation du domaine public.

A l'intérieur de chaque zone d'évolution, l'entreprise assurera la mise en place des clôtures provisoires (type HERAS ou similaire, hauteur 2,0 m) qui lui apparaîtront nécessaires et/ou lui seront demandées par le maître d'œuvre ou le CSPS pour délimiter ses différentes zones de travaux (séparation physique des chantiers amiante et déconstruction des zones de stockage de déchets, etc.).

Les clôtures seront en parfait état. Posées sur plots béton ou plastiques, elles seront fixées entre-elles par des crochets et des colliers.

Des jambes de force pourront être exigées si celles-ci s'avèrent nécessaires.

2.2.5 Eclairage

La mise en place de l'éclairage sur site afin de garantir de bonnes conditions de travail est à la charge de l'entreprise.

L'entreprise doit l'éclairage de sa base vie et de son chantier.

2.2.6 Gardiennage

Durant les travaux, le gardiennage et la surveillance sont organisés de la manière suivante :

- le titulaire s'assure de la fermeture efficace et continue des clôtures de chantier et des bâtiments pour garantir l'absence d'intrusion extérieure ;
- le titulaire s'assure de la fermeture efficace des locaux et du site pour garantir l'absence d'intrusion dans le bâtiment durant les phases de curage et de désamiantage ;
- pendant les heures non travaillées sur chantier et pour toute la durée du chantier, un gardiennage est chargé d'assurer la sécurisation du chantier.

2.3 Installation de chantier

L'entreprise a la charge de l'installation du chantier spécifique aux travaux de désamiantage.

L'entreprise titulaire est en charge de la réalisation, l'entretien et le repliement de l'installation de chantier définie selon le PGCSPS.

Toutes les alimentations en énergies et fluides du site auront été déconnectées avant le chantier par le titulaire.

Un rapport de contrôle des raccordements électriques par un organisme compétent sera exigé. Un nouveau contrôle sera nécessaire en cas de modification des installations électriques.

L'entreprise transmettra au coordonnateur SPS et à la Maîtrise d'Ouvrage le **plan prévisionnel des installations de chantier** qu'elle prévoit de mettre en place. Ce plan précisera également

l'emplacement des éventuelles zones de stockage et tri des matériaux. Ce plan sera soumis à l'avis préalable du maître d'œuvre.

2.4 Circulation du chantier

L'entreprise établira un plan de circulation en concertation avec les services en charge de la voirie et de la circulation. L'entreprise devra respecter sans surcoût, en plus du Code de la route, les consignes de circulation fournies par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le service cadre de vie de la Ville de fort de France afin d'établir un éventuel arrêté de circulation.

2.5 Curage du bâtiment

Le curage intérieur des bâtiments a pour but de ne laisser en place que les éléments de structure et de retirer tous les éléments non inertes afin d'optimiser la gestion des déchets. Les matériaux ne pourront en aucun cas être jetés par les fenêtres des bâtiments (utilisation impérative de tunnels ou godets avec balisage approprié type barrière Héras).

Il est rappelé de se référer au paragraphe du présent CCTP concernant la gestion des déchets.

Ces opérations comprendront au minimum les travaux suivants avant les travaux de désamiantage.

Certains travaux de curage se dérouleront en sous-section 4.

Le curage susvisé devra être réalisé en suivant les préconisations du guide de travaux sous-section 4 rédigé par la DEETS Martinique (<https://martinique.deets.gouv.fr/Documents-de-sensibilisation-aux-risques-d-exposition-a-l-amiant-lors-de-17782>).

2.5.1 Enlèvement en sous-section 4 des produits, équipements, matériaux et déchets

L'entreprise devra procéder aux curages intérieur et extérieur du bâtiment.

Ce curage sera réalisé en sous-section 4.

Les PEMD issus du curage feront l'objet d'un nettoyage, d'un tri et d'un stockage par nature sur le site des travaux afin d'être évacués vers la filière de revalorisation et/ou d'élimination agréées par le Maître d'œuvre.

Si les PEMD issus du curage ne sont pas dépolluables ils seront traités comme déchets amiantés par pollution.

2.6 Travaux de désamiantage

2.6.1 Travaux préliminaires

2.6.1.1 Réseaux d'alimentation électrique

Le titulaire est informé que la puissance EDF à disposition est celle de l'alimentation du bâtiment à savoir, 110 KVA si la puissance à disposition n'est pas suffisante pour réaliser les travaux dans les conditions du marché, un groupe électrogène sera mis en œuvre.

L'entreprise titulaire prend à sa charge la fourniture, les frais liés au fonctionnement, l'entretien, la maintenance et le repli d'un groupe électrogène insonorisé et capoté d'une puissance nécessaire et suffisante permettant de respecter le délai des travaux de chaque phase.

Le titulaire doit la fourniture puis la mise en œuvre du coffret général de chantier y compris toutes sujétions de raccordements aux différents coffrets de chantier,

L'entreprise doit le raccordement du coffret général de chantier au groupe électrogène d'appoint et au groupe de secours.

La mise en œuvre des coffrets secondaires de chantier doit se faire :

- au droit de la base vie afin de fournir l'électricité à la base vie et à la salle de réunion ;
- au droit de chaque zone dans laquelle se réalise des travaux nécessitant une alimentation électrique (désamiantage, curage, etc.).

Cette installation doit être correctement dimensionnée pour pouvoir faire fonctionner en parallèle les installations de base vie et tous les matériels nécessaires aux travaux.

L'installation électrique de chantier doit être vérifiée par un organisme de contrôle qui fournit un PV de conformité

En cas de coupure du courant, une partie de l'installation devra être secourue par un groupe électrogène de secours pour garantir automatiquement le fonctionnement continu des appareils nécessaires à la sortie immédiate des salariés dans le respect des règles de sécurité et de décontamination, ainsi qu'au maintien de la dépression de la zone confinée, soit au minimum :

- les compresseurs d'alimentation en air respirable des salariés ;
- les extracteurs ainsi que les extracteurs de secours ;
- l'éclairage des compartiments ainsi que les extracteurs de secours de la zone de travail et les cheminements ;
- les chauffe-eau et les pompes de rejet d'eau ;
- le chauffage éventuel de l'installation de décontamination ;
- l'appareil de contrôle de la dépression.

Le groupe électrogène de secours sera installé de manière à ne pas permettre l'aspiration des gaz d'échappement par le compresseur de l'adduction d'air éventuellement mis en place. Un système d'alarme sera mis en place conjointement à une astreinte pour permettre d'alimenter le groupe électrogène. Le déclenchement du groupe électrogène ne devra pas dépasser 20 secondes. Son fonctionnement sera vérifié lors du test de fumée.

Principales caractéristiques du groupe électrogène d'appoint et du groupe électrogène de secours :

- être positionnés sur une surface plane à l'extérieur dans un endroit ventilé et protégé des intempéries ;
- insonorisés et capotés,
- groupes alimentés par des cuves à carburants,

Les groupes électrogènes devront être positionnés afin de générer le moins de bruit pour les riverains.

2.6.1.2 Réseaux d'alimentation et de rejet (air/eau)

Les points de prise d'air neuf des compresseurs d'air respirable et éventuellement de la zone de travail sont alimentés en air frais et non pollué.

L'entrepreneur assurera une alimentation en eau propre pour les douches ainsi que pour les pompes utilisées pour l'imprégnation des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Les eaux des douches, l'excédent des eaux utilisées en zone confinée ainsi que les eaux de lavage de la zone en fin de travaux seront filtrées avant toute évacuation (à 20 et 5 µm).

2.6.1.3 Eclairage, chauffage

La mise en place adéquate de l'éclairage nécessaire à la bonne réalisation des travaux, est à la charge de l'entrepreneur, et sera soumis à l'aval du Maître d'ouvrage et du Coordonnateur SPS.

L'entrepreneur mettra en place les équipements de chauffage ou de climatisation éventuellement requis, en plus des dispositifs obligatoires (chauffe-eau pour les douches des salariés et équipements de chauffage de l'installation de décontamination).

2.6.1.4 Consignation au droit des zones de travaux

L'entrepreneur s'assurera de la consignation des réseaux de chaque zone de travail (électricité, gaz sous pression, ventilation, climatisation, chauffage, eau, réseau incendie, circuit de désenfumage, vapeur, etc.).

Un procès-verbal de consignation sera établi par ses soins avant travaux.

2.6.2 Généralités

Le Maître d'Ouvrage a effectué avant les travaux de déconstruction du diagnostic amiante avant déconstruire sur l'ensemble du bâtiment, qui ont permis de mettre en évidence la présence d'amiante dans les bâtiments à démolir.

Etant donné la présence d'amiante, l'entreprise assurera la bonne synchronisation des opérations de curage et de désamiantage. Le désamiantage ne devra en aucun cas coexister avec une autre activité. Ainsi, sur un même secteur, toute démolition se fera en dehors de la période allouée au désamiantage.

Le retrait des matériaux amiantés se déroulera dans le respect de la réglementation en vigueur et notamment des récents textes suivants :

- Décret n° 2015-789 du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

Ces travaux intégreront toutes les opérations préalables et préliminaires requises pour assurer le retrait des matériaux amiantés ainsi que toutes les mesures d'empoussièrement réglementairement à sa charge.

L'entreprise veillera à adapter ses méthodes de travail afin de générer un empoussièrement minimal lors du retrait de ces matériaux (outils manuels, brumisation continue...) et elle veillera à adapter ses moyens de protection (EPI et EPC) aux niveaux d'empoussièrement envisagés selon son retour d'expérience (chantiers tests et validations).

Les travaux seront réalisés à l'humide et en évitant le plus possible d'endommager le matériau amianté, de manière à limiter au maximum le taux d'empoussièrement.

Une zone de stockage des matériaux amiantés (en big-bags ou palettes filmées pour les matériaux en amiante ciment) devra être identifiée sur le site et clôturée (type barrières Héras).

Les bordereaux de suivis de déchets amiantés (format carbone obligatoirement) préremplis par l'entreprise seront remis au maître d'ouvrage pour signature durant la période de préparation de chantier.

L'entreprise devra établir un plan de retrait en fonction de son évaluation des risques. Ce plan de retrait devra être soumis un mois avant le début des travaux à l'avis des destinataires visés par la réglementation (à l'inspecteur du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'organisme professionnel de prévention dans le bâtiment et les travaux publics).

En l'absence de réponse de la part des destinataires précités, lesquels ne sont pas tenus de répondre, les travaux pourront commencer 1 mois après transmission.

2.6.3 Consistance des travaux

La finalité de l'opération est **le retrait et l'élimination de l'intégralité de l'amiante** conformément à l'ensemble des exigences du présent document.

Il ne pourra rester après les opérations de désamiantage d'amiante. Les matériaux contaminés devront également avoir été retirés par l'entreprise, qu'ils soient identifiés avant travaux ou qu'ils résultent des travaux de retrait.

Les matériaux contaminés (bois de structure, volige ou charpente, isolation...) et qui ne seraient pas décontaminables sont à retirer par l'entreprise, qu'ils aient été identifiés ou non avant travaux et/ou

qu'ils résultent des travaux de retrait effectués par l'entreprise, notamment dans le cas où ils n'auraient pas été protégés avant désamiantage.

Le candidat précisera dans son offre quel matériau il considère comme non décontaminable. Les matériaux en contact direct avec de l'amiante et non décontaminables, comme le bois, seront dans tous les cas à considérer comme des déchets amiantés.

Les matériaux amiantés repérés sont rappelés dans le tableau ci-après et leur localisation est indiquée dans les rapports de repérage amiante joints en Annexe 2. L'entreprise devra se référer en premier lieu aux rapports de repérage fournis pour réaliser les travaux de désamiantage, les tableaux suivants n'étant fournis qu'à titre indicatif. Une erreur ou omission au sein de ces tableaux ne serait de nature à remettre en cause le marché de travaux.

L'entreprise réalisera ses propres relevés de matériaux et produits amiantés.

L'entreprise réalisera ses propres relevés de matériaux amiantés et non décontaminables pour chacun des bâtiments.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire doit prendre en compte les relevés susvisés.

Les dispositions fixées au présent CCTP sont à considérer comme minimales même si elles peuvent être plus contraignantes que la réglementation.

L'entreprise veillera à adapter ses méthodes de travail afin de générer un empoussièrément minimal lors du retrait de ces matériaux (outils manuels, brumisation continue...) et elle veillera à adapter ses moyens de protection (EPI et EPC) aux niveaux d'empoussièrément envisagés selon son retour d'expérience (chantiers tests et validations).

Les travaux seront réalisés à l'humide et en évitant le plus possible d'endommager le matériau amianté, de manière à limiter au maximum le taux d'empoussièrément.

Les matériaux et produits contenant de l'amiante repérés seront extraits en respectant les obligations réglementaires en vigueur.

Les processus de travail envisagés par l'entreprise ainsi que les niveaux d'empoussièrément attendus et les résultats des chantiers tests devront être présentés dans sa note méthodologique.

Les travaux intégreront toutes les opérations préalables et préliminaires requises pour assurer le retrait des matériaux amiantés ainsi que toutes les mesures d'empoussièrément réglementairement à sa charge.

L'entreprise tiendra obligatoirement compte des dispositions suivantes :

1. Assurer le respect de la VLEP 8H de **10 f/L** en cohérence avec l'article R4412-100 du Code du Travail ainsi que la VLEP-15min de l'AFSSET de **50 f/l** ;
2. Toutes les dispositions de l'instruction N° DGT/CT2/2015/238 du 16 octobre 2015 concernant l'application du décret du 29 juin 2015 relatif aux risques d'exposition à l'amiante, avec notamment : a. en termes de **ports d'équipements de protection respiratoire** :

(I-1) Choix des appareils de protection respiratoire par niveau (et tranche) d'empoussièrément permettant le respect de la VLEP à 10 f/L

EPI prescrits dans l'arrêté du 7.6.2013

Niveau d'empoussièrément	FFP3	Demi-masque ou masque complet avec filtre P3	TM2P VA, demi-masque	TM3P VA, capote ou casque	TM3P Ventilation assistée avec masque complet	Adduction d'Air (AA)	Tenue étanche ventilée
Niveau 1	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (à la 154)	Adapté	Adapté	Adapté	Adapté	Non prescrit	
	100 à < 300 f/L						
	< 100 à < 800 f/L	Interdit			Adapté	Adapté	
Niveau 2					Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 2 400 f/L pour 2h/jour)	Adapté	Non prescrit
	800 à < 2 400 f/L	Interdit					
	< 2 400 à < 3 300 f/L	Interdit					
	< 3 300 à < 6 000 f/L	Interdit			Non adapté	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 6 000 f/L pour 3h/jour)	Adapté*
Niveau 3							
	< 6 000 à < 10 000 f/L	Interdit			Interdit	Adapté sous condition de réduire la durée d'exposition par jour (max de 10 000 f/L pour 2h/jour)	Adapté
	< 10 000 à < 25 000 f/L	Interdit			Interdit	Non adapté	Adapté

* Par application des dispositions de l'article R. 4412-110 du CT et de l'article 3 de l'arrêté du 7 mars 2013 fixant les prescriptions minimales en matière d'équipements de protection individuelle par niveau d'empoussièrément, l'employeur qui, après évaluation des risques, n'adapte pas la durée du travail de ses salariés au regard des empoussièrément compris entre 3 300 et 6 000 f/L, met à disposition des travailleurs la tenue étanche ventilée pour garantir le respect de la VLEP à 10 f/L.

- b. la mise en place de **moyens de protection collective** adaptés tels que :
 - i. L'abattage des poussières ;
 - ii. L'aspiration des poussières à la source ;
 - iii. La sédimentation continue des fibres en suspension dans l'air ;
 - iv. Les moyens de décontamination appropriés ;
 - c. Les **principes d'ordre technique et organisationnels** préconisés, en particulier en termes de retrait de matériaux émissifs tels que les plâtres ou enduits amiantés ;
 3. les débits d'air devront permettre d'obtenir un renouvellement de l'air de la zone de travail (24h/24 - 7j/7), qui ne devra en aucun cas être inférieur à :
 - a. pour les empoüssièrtements de 1^{er} niveau, à **60 m³/h** par opérateur ;
 - b. pour les empoüssièrtements de 2^{ème} niveau : **6 volumes/heure** ;
 - c. pour les empoüssièrtements de 3^{ème} niveau : **10 volumes/heure**.
 - d. En cas d'utilisation d'appareil isolant à adduction d'air :
 - i. **15 volumes/heure** pour les niveaux situés entre 3 300 et 6 000 f/L ;
 - ii. **20 volumes/heure** pour les niveaux situés entre 6 000 et 10 000 f/L.
 4. pour les empoüssièrtements de niveau 2 et 3 : le niveau de la dépression de la zone de travail par rapport au milieu extérieur ne devra en aucun cas être inférieur à 10 Pa en fonctionnement normal et devra faire l'objet d'une surveillance pendant toute la durée du chantier (**dépression recommandée de 20 Pa**) ;
 5. pour toute intervention en intérieur, garantir la présence d'un SAS personnel 5 compartiments et d'un SAS déchets 3 compartiments ;
 6. pour toute intervention en extérieur, garantir la présence d'un SAS personnel 3 compartiments comprenant au moins 2 douches.

Les règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante sont synthétisées dans l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

	MILIEU INTERIEUR Art. 4, 1 ^{er} - Art. 10	MILIEU EXTERIEUR Art. 4, 2 ^e - Art. 10
Niveau 1	Protection des surfaces : <ul style="list-style-type: none"> Protection résistante et étanche des surfaces et équipements non décontaminables par film de propreté Installation de décontamination des salariés (spécifique SS3) : <ul style="list-style-type: none"> Zone de pré-décontamination : aspiration, mouillage par aspersion de la combinaison Douche d'hygiène Eclairage des installations + vestiaire d'approche + zone de récupération Installation de décontamination des déchets (spécifique SS3) : <ul style="list-style-type: none"> Adaptée à la nature des travaux 	En fonction de l'évaluation des risques de l'employeur, moyens de prévention adaptés permettant : <ul style="list-style-type: none"> d'éviter la dispersion de fibres à l'extérieur de la zone d'assurer un niveau de protection des travailleurs équivalent à celui prévu pour le milieu intérieur
Niveau 2	Protection des surfaces et confinement : <ul style="list-style-type: none"> Isolément de la zone de travail par séparation physique étanche à l'air et à l'eau Calfeutrement de la zone de travail (neutralisation, obturation des dispositifs de ventilation, etc.) Si séparation physique non décontaminable : protection par 1 film de propreté Eléments non décontaminables dans la zone : film de propreté Fenêtre de visualisation dans le confinement de la zone de travail sauf impossibilité Création d'un flux d'air neuf et permanent de l'extérieur vers l'intérieur de la zone Extracteurs THF, avec rejet de l'air vers milieu extérieur + extracteurs de secours (installation électrique secours) Renouvellement homogène de l'air: au minimum 6 volumes/h Dépression + - 10 Pa + contrôleur de dépression Installation de décontamination des salariés (spécifique SS3) : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 3 compartiments + 2 douches (taux de renouvellement : 2x volume douche/min) Eclairage des installations + vestiaire d'approche + zone de récupération Installation de décontamination des déchets (spécifique SS3) : <ul style="list-style-type: none"> Eclairée, compartimentée, vitesse d'air de 0,5m/s sur toute la section 	
Niveau 3	Protection des surfaces et confinement : <ul style="list-style-type: none"> Isolément de la zone de travail par séparation physique étanche à l'air et à l'eau Calfeutrement de la zone de travail (neutralisation, obturation des dispositifs de ventilation, etc.) Si séparation physique décontaminable : 1 film de propreté ; si séparation physique non décontaminable : 2 films de propreté Eléments non décontaminables dans la zone : film de propreté Fenêtre de visualisation dans le confinement de la zone de travail sauf impossibilité Création d'un flux d'air neuf et permanent de l'extérieur vers l'intérieur de la zone Extracteurs THF, avec rejet de l'air vers milieu extérieur + extracteurs de secours (installation électrique secours) Renouvellement homogène de l'air: au minimum 10 volumes/h Dépression + - 10 Pa + contrôleur de dépression Installation de décontamination des salariés (spécifique SS3) : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 3 compartiments + 2 douches (taux de renouvellement : 2 x volume douche/min) Eclairage des installations + vestiaire d'approche + zone de récupération Installation distincte de l'installation de décontamination des déchets sauf impossibilité Installation de décontamination des déchets (spécifique SS3) : <ul style="list-style-type: none"> Eclairée, compartimentée, vitesse d'air de 0,5m/s sur toute la section 	

2.6.4 Textes réglementaires et normes

L'emploi du personnel, l'utilisation des matériels, les installations et les méthodologies

spécifiques applicables en matière d'amiante doivent satisfaire aux exigences des textes réglementaires et normatifs.

Les travaux sont exécutés suivant les règlements, normes et textes en vigueur, y compris les différentes mises à jour à la date d'exécution des travaux.

Les travaux sont exécutés suivant les règlements, normes et textes en vigueur, y compris les différentes mises à jour à la date d'exécution des travaux.

Réglementation sur les déchets	
Code de l'environnement : classification des déchets	Les Déchets Dangereux : goudrons, peintures, amiante friable... Ils impliquent des précautions particulières d'élimination ou de traitement. Les Déchets Non Dangereux : métaux, bois, plastiques, les papiers et les cartons, les verres, Ils ne sont "ni dangereux, ni inertes". Les Déchets Inertes : béton, céramique, tuile, terre non polluée, brique... Ils ne subissent en cas de stockage aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Ces déchets ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique de nature à nuire à l'environnement. Leur potentiel polluant et leur teneur élémentaire en polluants ainsi que leur écotoxicité doivent être insignifiants. Déchet de plâtres, à l'instar des plaques de plâtre, des cloisons alvéolaires, des dalles ou des carreaux de plâtre.
Décret du 5 septembre 2006	Diagnostics techniques immobiliers.
Guide INRS ED 6028	Exposition à l'amiante lors du traitement des déchets.
Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 Arrêté du 26 mars 2023	Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments Ce décret impose la réalisation d'un diagnostic PEMD à compter du 1 ^{er} janvier 2022 pour tous les travaux de démolition de bâtiments ayant une surface supérieure à 1000m² et pour toutes les rénovations dites significatives.
Arrêté du 12 Mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.	Matériaux amiantés liés à des matériaux inertes ayant conservés leur intégrité = ISDND Tous les autres déchets amiantés (= non lié à des matériaux inertes (= dalles de sol, plâtre, ...) = ISDD
Arrêté du 12 Décembre 2014	Conditions d'admission des déchets inertes dans les ISDI.
Arrêté du 7 Aout 2023	Installations de stockage de déchets non dangereux ISDND.

Réglementation sur les transports	
Arrêté du 29 Mai 2009	Transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « Arrêté TMD ») et sa version consolidée du 13 février 2017.

Code du Travail	
Risques chimiques	
Articles R 4412-39 à R 4412-87	Risques chimiques
Risques CMR (Cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques)	
Articles R 4412-86 & R 4412-87	Risques CMR
Risques amiante	
Articles R 4412-94 à R 4412-148	SOUS SECTION 1 : Champ d'application et définitions R 4412-94 à R4412-96
	SOUS-SECTION 2 : Dispositions communes à toutes les opérations comportant des risques d'exposition à l'amiante R 4412-97 à R 4412-124
	SOUS-SECTION 3 : Dispositions spécifiques aux travaux d'encapsulage et de retrait d'amiante ou d'articles en contenant R 4412-125 à R4412-143
	SOUS-SECTION 4 : Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante R 4412-144 à R 4412-148

Textes liés à l'amiante	
Diagnostic Amiante	
Décret 2011-629 du 3 juin 2011 modifiant les articles R 1334-14 à R1334-29 et l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique	Protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
Arrêté du 26 juin 2013	Repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et contenu du rapport de repérage.
Arrêté du 25 juillet 2016	Critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères

	d'accréditation des organismes de certification.
Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017	Conditions et modalités du repérage avant travaux de l'amiante.
Arrêté du 16 juillet 2019	Relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Arrêté du 8 novembre 2019	Relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis.
Arrêté du 23 janvier 2020	Modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Certification d'entreprises	
Arrêté du 14 décembre 2012 – modifié par l'Arrêté du 20 Avril 2015	Conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
Travaux	
Arrêté du 14 décembre 2012 – modifié par l'Arrêté du 20 Avril 2015	Conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 + modification par Décret n°2013-594 du 5 juillet 2013	Risques d'exposition à l'amiante : abaissement de la VLEP de 100 f/l à 10 f/l (obligatoire depuis le 1 ^{er} juillet 2015) ; mesures d'empoussièrement réalisées en META ; obligation de certification des entreprises de SS3.
Guide INRS ED 6091 d'Aout 2011	Travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante – SS3.
Questions-Réponses de mai 2013	Interprétation du décret 2012-639 du 4 Mai 2012, de l'Arrêté du 14 Aout 2012 et de l'Arrêté du 14 décembre 2012.
Instruction DGT n°DGT/CT2/2015/238	Expliciter les mesures de prévention collective et individuelle pour garantir le respect de la VLEP = 10 f/l.
Guide INRS ED 6262 de septembre 2016	Interventions d'entretien et de maintenance susceptibles d'émettre des fibres d'amiante – SS4
Note DGT du 8 décembre 2016	Conditions d'organisation du chantier test de mesurage des empoussièrement d'amiante et des 3 chantiers de validation.
Instruction DGT du 19 Janvier 2017	Cadre juridique applicable aux opérations sur des matériaux contenant de l'amiante – Sous-traitance de ces opérations – Certification des entreprises Non obligation de certification pour la sous-traitance de pose d'échafaudage ou de confinement thermo bâché.
Formation des travailleurs	
Arrêté du 23 février 2012 + modifiés par l'Arrêté du 20 Avril 2015	Modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
Mesurages des niveaux d'empoussièrement	
Arrêté du 14 août 2012	Conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages. Mise en œuvre de la méthode définie dans la norme NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application FD X 46-033.
Questions-Réponses de septembre 2015	Interprétation du décret 2012-639 du 4 mai 2012, de l'Arrêté du 19 Aout 2011 et de l'Arrêté du 14 Aout 2012 concernant la METROLOGIE.
Mesurages des niveaux d'empoussièrement	
Arrêté du 14 août 2012	Conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages. Mise en œuvre de la méthode définie dans la norme NF EN ISO 16000-7 de septembre 2007 et son guide d'application FD X 46-033.
Equipements de protection individuelle	
Arrêté du 7 mars 2013	Choix, entretien et vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.
Equipements de protection individuelle	
Arrêté du 8 Avril 2013	Règles techniques, mesures de prévention et moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

2.6.5 Plan de retrait amiante

L'entrepreneur devra établir un plan de retrait en fonction de son évaluation des risques.

Dans son plan de retrait, l'entreprise prévoira le retrait de canalisations enterrées amiantées.

En effet, les diagnostics n'ont pas relevés de tels éléments sur l'ensemble du site mais il est possible que des canalisations souterraines non visibles existent et soient découvertes

ultérieurement.

Le projet de plan de retrait devra être soumis au Maître d'ouvrage avant envoi aux organismes officiels pour avis et remarques et dans un délai de 2 jours à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation de chantier.

Une fois les remarques intégrées et le plan de retrait modifié, il sera envoyé dans sa version finale au moins un mois avant le début des travaux à l'avis des destinataires visés par la réglementation (à l'inspection du travail, aux agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale et à l'organisme professionnel de prévention dans le bâtiment et les travaux publics).

En l'absence de réponse de la part des destinataires précités, lesquels ne sont pas tenus de répondre, les travaux pourront commencer 1 mois après transmission.

Le plan de retrait dans sa version finale sera également envoyé au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage.

Les entreprises désirant sous-missionner sont informées de l'importance de la qualité méthodologique de leur offre entraînant par continuité la qualité du plan de retrait qui en émanera.

Ce plan de retrait précisera notamment :

- la localisation des zones à traiter ;
- les quantités d'amiante manipulées ;
- le lieu et la description de l'environnement du chantier où les travaux sont réalisés ;
- la date de commencement et la durée probable des travaux ;
- le nombre de travailleurs impliqués ;
- le descriptif du ou des processus mis en œuvre ;
- le programme précis des mesures d'empoussièrement du chantier (adapté selon les processus) ;
- les modalités des contrôles d'empoussièrement définis aux articles R.4412-126 à R4412-128 du Code du Travail ;
- les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité des travaux ;
- les caractéristiques des équipements utilisés pour l'évacuation des déchets ;
- les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- les procédures de gestion des déblais, remblais et déchets ;
- les durées des temps de travail déterminées en application des articles R.4412-118 et R4412-119 ;
- les dossiers techniques prévus à l'article R.4412-97 ;
- les notices de poste prévues à l'article R.4412-39 ;
- un bilan aéraulique prévisionnel, établi par l'employeur, pour les travaux réalisés sous confinement, aux fins de prévoir et de dimensionner le matériel nécessaire à la maîtrise des flux d'air ;
- la liste récapitulative des travailleurs susceptibles d'être affectés au chantier, mentionnant les dates de validité des attestations de compétence des travailleurs, les dates de visites médicales et précise le nom des travailleurs sauveteurs secouristes du travail affectés, le cas échéant, au chantier ainsi que les dates de validité de leur formation ;
- les modalités de retrait préalable de l'amiante et des articles en contenant ou les justifications de l'absence de retrait conformément à l'article R.4412-135 ;
- les plans précis des confinements (ou films de protection en niveau 1) avec positionnement des SAS, extracteurs, entrées d'air et autres EPC ;
- la description précise des installations de chantiers pour chaque phase de désamiantage

(si plusieurs dispositions prévues).

Ce plan doit prévoir le retrait préalable à la déconstruction, de l'amiante et des matériaux en contenant.

Le plan de retrait est à annexer au PPSPS de l'entreprise ou, suivant le cas, au plan de prévention. Ces documents ne dispensent en rien l'entreprise de ses obligations contractuelles.

Comme le prévoit le Code du Travail, l'employeur informera l'inspection du travail (et obligatoirement le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage) :

- de tout changement dans les conditions de travail ;
- de toute modification du marché de travaux ou du processus ;
- de l'ajout de nouveau processus susceptible d'entraîner une augmentation significative des niveaux d'empoussièrement ;
- de tout changement dans la date de démarrage des travaux.

Tout au long du chantier, toutes les éventuelles correspondances entre l'entreprise et l'inspection du travail ayant attrait au chantier seront immédiatement transmises au Maître d'ouvrage et au Maître d'œuvre.

Comme le prévoit le Code du Travail, l'employeur informera l'inspection du travail (et obligatoirement le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre) :

- de tout changement dans les conditions de travail ;
- de toute modification du marché de travaux ou du processus ;
- de l'ajout de nouveau processus susceptible d'entraîner une augmentation significative des niveaux d'empoussièrement ;
- de tout changement dans la date de démarrage des travaux.

Tout défaut d'information de l'inspection du travail, du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre s'accompagnera de pénalités et pourra entraîner après un 1^{er} avertissement, une résiliation du marché aux torts du titulaire.

En cours de chantier, le maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise de lui fournir des notes techniques détaillées et schémas pour expliciter les modalités de retrait de matériaux particuliers.

2.6.6 Analyses et contrôles

Aux normes applicables (normes NF EN ISO 16000-7, NF X 43-050 et XP X 43 269 notamment).

2.6.6.1 Mesures à la charge du titulaire

Les mesures d'empoussièrement ci-après sont à la charge du titulaire et sont réputées incluses dans l'offre.

Pour les quantités et les modalités d'analyses à effectuer, le titulaire doit se baser sur les exigences du guide FD X 46-033.

La stratégie de prélèvement établie par le laboratoire doit être communiquée au Maître d'Œuvre avec copie au Maître d'Ouvrage avant le démarrage des travaux.

Les résultats des analyses doivent être systématiquement communiqués par le titulaire par courrier électronique au Maître d'Œuvre avec copie au Maître d'Ouvrage.

La communication des résultats à la Maîtrise d'Œuvre doit être réalisée avec la fourniture d'un rapport d'analyses accompagné de plan de situation des points de prélèvements. Aussi, le titulaire transmet les résultats d'analyse au Maître d'Œuvre après la fin du pompage de prélèvement.

Il est demandé au titulaire de renseigner à chaque fin de mois un tableau de synthèse des analyses effectuées.

Mesure initiale dans les locaux :

Dans les locaux à traiter et afin de déterminer l'empoussièrement initial de la zone de travail, le titulaire procède avant toute intervention à la réalisation de mesures initiales.

Mesures en zone en phase travaux et préparatoire d'installation des confinements :

Comme indiqué précédemment, les mesures sur opérateurs sont à effectuer dès le premier

jour de dépose, pour chaque typologie de matériau et plus particulièrement pour ceux qui font l'objet d'un chantier test.

Il est attendu la réalisation de mesures en zone ou aux postes de travail tout au long du chantier, avec la réalisation d'une mesure par processus au minimum et la transmission des résultats à la Maîtrise d'Œuvre.

Les seuils d'alerte et d'arrêt retenus sont explicités ci-après.

Pour les retraits de Niveau 1 :

C = niveau d'empoussièrement en zone attendu et défini au Plan de retrait (exprimé en F/L).

R = résultat de la mesure d'empoussièrement.

- Si $R < C$, les travaux se poursuivent normalement.
- Si $C < R < 100$ F/L, mise en œuvre des dispositions correctives.
- Si $R > 100$ F/L, arrêt de chantier et modification du mode opératoire ou mise en œuvre des protections EPI et EPC du niveau supérieur.

Pour les retraits de Niveau 2 :

C = niveau d'empoussièrement en zone attendu et défini au Plan de retrait (exprimé en F/L).

R = résultat de la mesure d'empoussièrement.

- Si $R < C$, les travaux se poursuivent normalement.
- Si $C < R < 6000$ F/L, mise en œuvre des dispositions correctives.
- Si $R > 6000$ F/L, arrêt de chantier et modification du mode opératoire ou mise en œuvre des protections EPI et EPC du niveau supérieur.

De plus :

- Si $C < 800$ F/L et $R > 800$ F/L, la mise en place de l'adduction d'air est imposée sans contrepartie financière possible.
- Si $C < 3\,300$ F/L et $R > 3\,300$, la mise en place de combinaison ventilée est imposée sans contrepartie financière possible.

Pour les retraits de Niveau 3 :

C = niveau d'empoussièrement en zone attendu et défini au Plan de retrait (exprimé en F/L).

R = résultat de la mesure d'empoussièrement.

- Si $R < C$, les travaux se poursuivent normalement ;
- Si $C < R < 10\,000$ F/L, mise en œuvre des dispositions correctives ;
- Si $R > 25\,000$ F/L, arrêt de chantier et modification du mode opératoire.

De plus, si $C < 10\,000$ F/L et $R > 10\,000$ F/L, la mise en place de combinaisons ventilées sera imposée sans contrepartie financière possible.

Mesures d'empoussièrement environnementales :

Il est attendu la réalisation de mesures environnementales avec la réalisation d'une mesure par semaine et par typologie. Ces mesures seront réalisées en phase travaux en sortie d'extracteurs, dans la zone d'approche des sas, dans les locaux avoisinants ou dans la base vie ou la zone de récupération, de manière à s'assurer de l'absence de pollution des locaux avoisinant par l'activité du chantier.

Les seuils d'alerte et d'arrêt retenus sont explicités ci-après.

R = résultat de la mesure d'empoussièrement.

- Si $R < 5$ F/L avec 0 fibre comptée, les travaux se poursuivent normalement.
- Si $R < 5$ F/L avec quelques fibres comptées, mise en œuvre des dispositions correctives.
- Si $R > 5$ F/L, arrêt de chantier et mise en place des mesures correctives.

Il est attendu la réalisation de mesures libératoires, réalisées après désamiantage en zone et avant le retrait des dispositifs de protection.

Mesures d'empoussièrement de première restitution :

Il est attendu la réalisation de mesures libératoires, réalisées après désamiantage en zone et avant le retrait des dispositifs de protection.

Les seuils d'alerte et d'arrêt retenus sont explicités ci-après.

R = résultat de la mesure d'empoussièrement.

- Si $R < 5$ F/L avec 0 fibre comptée, les travaux se poursuivent normalement.
- Si $R < 5$ F/L avec quelques fibres comptées, réalisation d'un nouveau nettoyage et réalisation d'une nouvelle mesure.
- Si $R > 5$ F/L, réalisation d'un nouveau nettoyage et réalisation d'une nouvelle mesure.

Mesures d'empoussièrement après travaux :

Il est attendu la réalisation de mesure après travaux de démantèlement des confinements, il est attendu du titulaire une mesure dites de fin de travaux afin de prouver l'absence de fibres d'amiante pour les interventions des autres corps d'état.

2.6.7 Balisage

Conformément à la circulaire DGS/VS3 n° 94-70 du 15 septembre 1994, chapitre 2, n° 4, l'entreprise devra mettre en place un balisage, visant, pour toute la durée du chantier, à l'extérieur de la zone, à informer de la nature des travaux et de la présence d'amiante, et à interdire l'accès à toute personne non autorisée. Le balisage devra préciser « **DANGER : TRAVAUX DE RETRAIT D'AMIANTE** ».

En dehors des heures de travail, le titulaire devra condamner efficacement l'accès au chantier.

2.6.8 Equipements de protection individuelle (EPI)

Les travailleurs devront être équipés d'équipements de protection individuelle (EPI) qui seront déterminés à partir de l'analyse des risques et du niveau d'empoussièrement attendu. En l'absence de références sur l'empoussièrement attendu (chantier test validé), en fonction du type de MCA et du processus de retrait, l'entreprise devra se référer aux résultats de la campagne META pour déterminer le niveau d'empoussièrement attendu et effectuer un chantier test. Dans le cas où les empousséments estimés par la campagne META seraient proches de la valeur seuil du niveau supérieur d'empoussièrement, les opérateurs devront être équipés des EPI de ce niveau supérieur.

Quoi qu'il en soit, les opérateurs porteront les EPI adaptés aux modes de retrait des matériaux rencontrés sur le site conformément aux dispositions de l'Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

2.6.9 Equipements de protection collective (EPC)

2.6.9.1 Calfeutrement

L'entreprise devra procéder à l'obturation de toutes les ouvertures donnant directement sur la zone à traiter (portes, fenêtres, bouches d'aération, conduits ...) par condamnation des ouvrants et calfeutrement soigné de toute leur surface par fixation des films étanches. L'entreprise procédera au retrait de tout élément présentant des difficultés d'obturation, de protection ou de décontamination (petites fixations, interrupteurs, prises, étagères...).

2.6.9.2 Enceinte, confinement statique

En dehors des heures de chantier, les zones de confinement seront rendues impénétrables par la mise en place de barrières physiques (clôtures HERAS, plaques métalliques ou bois...).

Le confinement devra être adapté et visera à contenir l'empoussièrement ambiant et à éviter toute pollution de l'environnement, par des fibres d'amiante, et ce pendant toute la durée du chantier.

Étanche à l'eau et à l'air, ce confinement sera composé d'une couche de films plastiques d'une épaisseur minimale de 200 µm (ou résistance équivalente aux tests normalisés). Un recouvrement des lés d'au moins 20 cm sera assuré et l'étanchéité sera garantie à l'aide de ruban adhésif.

Les confinements seront de couleur blanche et équipés de fenêtres d'observation, ou de couleur transparente, l'objectif étant de permettre au Maître d'œuvre d'observer le travail en zone sans pénétrer dans l'espace confiné. Le titulaire procédera à une vérification journalière de l'étanchéité de l'enveloppe. Toute coupure ou déchirure locale devra être immédiatement réparée et consignée sur le registre.

La mise en place d'une éventuelle structure rigide pour disposer le confinement sera assurée par l'entreprise.

Des entrées d'air de compensation réglables permettant l'amenée d'air extérieur seront prévues.

En cas d'utilisation de confinement non retirable (type polyane liquide), l'entreprise engagera sa responsabilité sur la décontamination et le caractère inerte des supports concernés. L'entreprise appliquera les recommandations du fabricant sur les méthodes d'application et assurera une épaisseur suffisante du film mis en place par un contrôle dont la méthodologie et le résultat seront transmis au Maître d'œuvre pour validation. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre pourra faire passer sur site du personnel du fabricant afin qu'il fournisse les précisions sur la méthodologie de mise en place et contrôle éventuellement la qualité de la pose du produit. Si la pose est jugée insatisfaisante par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre, l'entreprise devra à nouveau appliquer le produit jusqu'à validation du Maître d'œuvre. Si la nouvelle application n'est pas satisfaisante, l'entreprise procédera à la mise en place d'un confinement en polyane solide classique (et double peau si l'empoussièrement attendu est de niveau 3). Ces opérations de reprises seront à la charge de l'entreprise.

En cas d'utilisation de confinement non retirable, l'entreprise devra procéder après restitution et nettoyage de la zone à la réalisation d'un diagnostic surfacique (lingettes) par un diagnostiqueur certifié spécifiant la stratégie de prélèvement (nombre, localisation précise). Les points les plus difficilement décontaminables devront plus particulièrement être testés au moyen de lingettes (angles, fixations etc...).

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre pourra exiger la réalisation de tests en des points précis selon sa propre appréciation sans que cela engendre de coût supplémentaire pour le marché. Si les résultats concluent en la présence d'amiante résiduel, l'entreprise devra procéder à un nouveau nettoyage et au besoin, au retrait de la substance concernée en appliquant la réglementation sur le retrait de matériaux amiantés.

Le matériau support du confinement non retirable ne devra pas induire un changement de catégorie pour les déchets de démolition (inerte par exemple) du fait du confinement laissé en place. Dans le cas contraire, les surcoûts seront entièrement supportés par l'entreprise. Le Maître d'œuvre pourra demander des prélèvements et analyses au frais de l'entreprise afin de caractériser les matériaux concernés sans que cela ait un quelconque impact financier sur le marché.

2.6.9.3 Mise en dépression - confinement dynamique

L'ensemble de l'installation devra être en dépression entre les valeurs indicatives de 15Pa et 20Pa et suivant la réglementation en vigueur. Le système de mise en dépression devra fonctionner sans interruption jusqu'à l'obtention des résultats des analyses effectuées pour le contrôle libératoire. La zone de travail devra être maintenue en dépression par rapport au milieu extérieur par la mise en place d'extracteurs adaptés, équipés de pré filtres et de filtres absolus à très haute efficacité (rendement supérieur à 99.99 % selon la norme NF X 44-013).

Le système de contrôle de la dépression sera obligatoirement relié à un autocommutateur afin de pouvoir lancer automatiquement le matériel de secours.

L'arrivée d'air neuf sera assurée par les sas et par des entrées d'air de compensation ou réglables. Ces entrées d'air devront être placées de manière à permettre un renouvellement d'air homogène.

L'entreprise prévoira tous les matériels et prestations nécessaires à l'extraction et à l'introduction d'air ainsi que la remise en l'état initial en fin de travaux. Elle mettra en place le matériel suffisant pour pallier les pannes et avaries et assurer en permanence la dépression de la zone.

2.6.9.4 Accès

Un tunnel à structure rigide comportant nécessairement cinq compartiments (SAS) permettant la préparation et la décontamination des intervenants sera installé. Chaque compartiment devra constituer une entité séparée par une porte. Ce tunnel sera la seule voie d'accès personnel à la zone de travail.

À l'extérieur, sur une zone propre, chauffée, éclairée et équipée (chaises et patères en nombre suffisant notamment), une zone à usage de vestiaire et repos sera aménagée. L'arrêté du 8 avril 2013 devra être respecté tant sur les modalités d'aménagement que les temps de pose dans ces zones.

Un second tunnel destiné à la sortie des déchets amiantés et du matériel sera installé. Ce second sas sera équipé d'une douche destinée à la décontamination des matériels et du premier emballage de conditionnement des déchets amiantés.

Dans tous les cas, une aspiration THE sera mise en place à la source du retrait des matériaux et un aspirateur spécial amiante équipé d'un embout adapté sera installé à l'entrée de la zone confinée.

L'accès sera rigoureusement interdit pendant toute la durée du chantier (jusqu'à la fin du nettoyage) à toute personne qui ne serait pas munie d'équipements de protection individuelle.

L'entreprise est tenue de limiter le nombre des intervenants dans la zone de travail au minimum nécessaire au bon déroulement du chantier et en tenant compte de la présence de personnel SST en nombre suffisant par rapport au nombre d'opérateurs.

Une personne responsable, devra rester en contact visuel ou radio avec les personnes travaillant en zone de confinement. Ce responsable devra être présent lors des entrées et des sorties de sas. Il est responsable du confinement et des opérateurs y travaillant. Un bureau sera aménagé à proximité du SAS pour ce responsable.

L'entreprise précisera les procédures d'évacuation de salarié en urgence (SAS personnel, SAS déchets...).

2.6.10 Gestion des déchets amiantés

Une zone de stockage des matériaux amiantés (en big-bags voire en palettes filmées pour les matériaux en amiante ciment) devra être identifiée sur le site et clôturée. Elle sera isolée de celles accueillant les autres déchets. L'entreprise en assurera l'aménagement complet dans un lieu sûr pour empêcher toute déchirure accidentelle des contenants ou résultant du vandalisme. L'entreprise prendra toutes les dispositions requises pour en garantir la protection et la restitution sans pollution, en interdire et en sécuriser l'accès. Ces déchets ne devront jamais être laissés sans surveillance.

L'élimination des déchets est à la charge de l'entreprise. Elle donnera lieu à l'émission d'un bordereau de suivi de déchet d'amiante (BSDA) à chaque envoi de tous déchets contenant de l'amiante (bordereau Cerfa n°11861). Un exemplaire de chacun de ces bordereaux sera retourné par l'entreprise au maître d'ouvrage, par l'intermédiaire du maître d'œuvre.

Les CAP (certificat d'acceptation préalable) devront être obtenus et communiqués au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre avant toute activité de désamiantage et dans tous les cas, avant l'envoi des déchets.

Les BSDA seront numérotés pour pouvoir en assurer un suivi précis.

Pour simplifier la traçabilité des déchets en temps réel Trackdéchets est une plateforme numérique gratuite, développée par le Ministère de la Transition Écologique. Cette plateforme vise à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux pour simplifier la gestion et sécuriser les filières. Conformément à l'article L. 541-24 du Code de l'Environnement, seuls les déchets ultimes seront envoyés en Installation de Stockage de Déchets autorisée.

Ces déchets devront être stockés dans des conteneurs fermés à clé jusqu'à l'évacuation en décharge.

Conformément à la réglementation, les déchets amiantés en big-bags devront être stockés sur palette et ne devront en aucun cas être élingués mais déplacés par un transpalette ou autre équipement d'élévation équipé de fourches.

2.6.11 Fin de désamiantage

Après retrait de l'ensemble des matériaux amiantés, l'entreprise procédera au nettoyage final de la zone de travail. Tous les déchets encore présents devront être évacués.

L'entreprise devra fournir une META 4h pour garantir le taux d'empoussièremment en zone afin que le contrôleur s'équipe de manière adaptée. Si l'empoussièremment est supérieur 5 f/l, l'entreprise devra effectuer à ses frais toutes les opérations nécessaires **jusqu'à obtention d'une analyse faisant état d'un empoussièremment inférieur 5 f/l.**